

LA COMMISSION Stiglitz

FICHE SYNTHÈSE

THE STIGLITZ REPORT



REFORMING THE INTERNATIONAL
MONETARY AND FINANCIAL SYSTEMS
IN THE WAKE OF THE GLOBAL CRISIS

Joseph E. Stiglitz

Source :
thenewpress.com

En **2008** se déroule la Commission Stiglitz afin de réfléchir aux limites des instruments des performances éco et sociales. Elle émane d'une proposition de réflexion faite par le président de l'époque **Nicolas Sarkozy**. Cette commission est présidée par **Joseph Stiglitz** et co-présidée par **Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi**. **Jean Gadrey** est invité à participer à la commission, comme porte-parole du réseau de chercheurs (*à la suite de la commission, le collectif FAIR*) et seul économiste sur le sujet à l'époque.

Lors de la Commission, il n'y a pas eu de **représentants de la société civile**, uniquement travail en « chambre » donc pas de **débat sur les propositions**, alors que Jean Gadrey avait posé comme condition à sa participation un dialogue entre les membres de la commission et la société civile.

RÉSEAU FAIR

A la suite de la commission : **formation du collectif FAIR** pour s'assurer que les travaux existants sur ce sujet seraient pris en compte. La volonté du réseau FAIR est d'incarner **une expertise au sujet des indicateurs grâce à la formalisation d'un groupe**. Et de formaliser le réseau avec la liste des associations regroupées dans **le collectif « richesse »** qui permet un premier socle de regroupement.

CONSTAT DE LA COMMISSION :

Elle reconnaît officiellement, non seulement **les limites du Produit intérieur brut**, mais également les **risques** que fait courir son usage inconsidéré pour piloter les sociétés. **Les trois principales limites** du PIB qui ont été soulignées : le PIB ne prend en considération que **certaines activités** ; il n'est pas affecté par **les inégalités de participation à la production ou à la consommation** ; il ne prend pas en considération les **dommages infligés** à la société et à l'environnement par les dérives productivistes et les dérégulations.

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION

Remplacer « PIB » par « **revenu national net** » pour intégrer valeur du travail domestique et du loisir, ainsi que de mieux prendre en compte les inégalités avec de nouveaux indicateurs.

CE QUE L'ON TROUVE DANS LE RAPPORT DE LA COMMISSION : Chapitre 1 :

- **Du PIB au revenu dispo net** : dans un monde de globalisation, il y a de grandes différences entre **le revenu des citoyens d'un pays et les mesures de la production (PIB) dans le pays**. La première notion est **plus proche du bien-être des citoyens**, car certains revenus sont envoyés à l'étranger et certains résidents reçoivent des revenus de l'étranger. Il serait préférable de mettre l'accent sur le **revenu disponible net**.

- **Les services non marchands sont mal mesurés** : Les mesures actuelles en « volume » sont fondées sur **les « inputs » utilisés pour produire ces services** (surtout le travail) plutôt que sur **les « outputs » ou résultats**. Les gains de productivité du travail sont alors plus ou moins ignorés.

- **Dépenses « défensives »** : désignent des situations où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent seulement à **réparer des dégâts divers commis par d'autres activités qui, elles aussi, gonflent le PIB** (exemple : dépolluer). Alors la croissance économique est notable mais il n'y a **aucune progression du bien-être économique des populations**.

- **Niveau de vie économique et inégalités** : Il faudrait accorder plus d'importance au **revenu médian qu'au revenu moyen**, car les inégalités ont augmenté. Il est indispensable d'avoir des indices des **prix et de pouvoir d'achat pour la consommation des différents groupes de la société (âge/ revenu /rural-urbain)**.

- **Intégration du travail domestique voire des loisirs** : Il faut utiliser les enquêtes sur le temps pour voir comment **les gens utilisent leur temps, et comment ils le répartissent entre travail et loisir**. Si l'on mesure la valeur de la production de services domestiques en multipliant le nombre d'heures par le salaire horaire moyen des personnels de maison, on obtient 35 % du PIB en France. Mesures de « full income » = **revenu global intégrant travail domestique et loisirs**.

Chapitre 2 - les indicateurs de « qualité de vie » :

- **Trois approches conceptuelles pour traiter de la qualité de vie** : 1) l'approche **subjective du bien-être** (les individus étant les meilleurs juges) par le biais d'enquêtes directes ; 2) l'approche **par les capacités d'Amartya Sen** (libertés de choix de vie souhaitée) ; 3) l'approche **économique de la « juste allocation »**, où l'on évalue monétairement les dimensions non monétaires objectives de la qualité de vie, mais « en respectant les préférences des personnes », révélées par enquête ou observation de leurs choix effectifs.

Chapitre 3 - les indicateurs de développement durable :

-**Tentative construire des PIB ajustés ou « verts »** : ENA est construite à partir du concept des **comptes nationaux verts**. Il s'agit de maintenir un stock constant ou croissant de « richesse élargie ». Dans l'ENA, on ajoute **la variation du capital « produit » par les activités économiques, les dépenses d'éducation** (censées approcher l'augmentation du capital humain), puis l'on déduit **la consommation (pertes) de certaines ressources naturelles** (fossiles) ainsi qu'une estimation des **dommages liés aux émissions de gaz carbonique avec une évaluation monétaire**.

LES SUITES DU COMITÉ FAIR

1. Il est urgent de redéfinir **le progrès des sociétés et sa mesure**, notamment pour mettre **l'économie au service de finalités sociales et écologiques liées**.
2. La Commission pose à cet égard des questions majeures et fournit une **critique bien argumentée des outils actuels**.
3. Elle manque cependant d'audace dans la manière d'y répondre, faute **d'assumer pleinement les remises en cause** qui figurent dans ses propres questions (en privilégiant souvent l'évaluation du progrès sociétal par des équivalences monétaires).
4. Les indicateurs à venir devront refléter **les valeurs essentielles** que nos sociétés entendent défendre, nous alerter sur les risques les plus graves et être lisibles par tous.
5. La constitution de ces indicateurs requiert dès lors **un débat démocratique ambitieux**, au niveau des Etats et dans les territoires.
6. La consultation proposée par la Commission ne répond pas bien à cette exigence : un rapport disponible **exclusivement en anglais, un langage réservé aux spécialistes et un délai de réaction très court ne permettront pas le débat mérité**.
7. **Les citoyens, les syndicats, les associations et divers groupements se sentent concernés** par ces questions et disposent, du local à l'international, de ressources qu'il est important de sauvegarder.

BIBLIOGRAPHIE:

Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse. (s. d.). Le « rapport Stiglitz » : un diagnostic lucide, une méthode discutable, et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Réseaux Richesse.